

La gazette

Rejoignez-nous sur



Mercredi 7 octobre 2020 - N° 2326

1,40€

R 92010-2326-F1.40 €

7 000 véhicules l'empruntent chaque jour

La couverture de la Rn 184 à l'étude

PAGE 18



■ ÉRAGNY-SUR-OISE

La couverture de la Rn 184 enfin à l'étude

Le réaménagement de la Rn 184 dans sa traversée d'Éragny-sur-Oise avance. L'étude de faisabilité, sans laquelle rien ne sera possible, est sur le point d'être lancée.



Le projet envisagé prévoit une couverture partielle de la Rn 184 entre les carrefours du Mc Donald's et du boulevard Charles-de-Gaulle. Objectif : fluidifier la circulation, réduire la pollution et assurer une vraie continuité entre les différents quartiers d'Éragny-sur-Oise.

La couverture partielle de la Rn 184 a sans doute amorcé un virage décisif.

Et pour cause, le maire d'Éragny-sur-Oise, Thibault Humbert (Lr, libres !), est sur le point de boucler le financement d'une étude de faisabilité évaluée à 1 million d'euros.

« Une grande avancée »

« L'ancien préfet de la Région Ile-de-France, Michel Cadot, s'est engagé à hauteur de 500 000 €, le Département du Val-d'Oise à hauteur de 125 000 € », explique l'élu. Il ne manque plus que le soutien financier de la Région Ile-de-France (250 000 €) et de l'agglo cergyportaine (125 000 €) pour lancer une étude sans laquelle rien ne sera possible.

« C'est une grande avancée dans ce dossier », jure Thibault Humbert qui ne doute pas que la Région et l'agglo, deux collectivités où il siège, ne tarderont pas à s'engager également. Il y a plus de 7000 véhicules par jour sur la Rn 184, sa couver-

ture partielle est un enjeu pour Éragny mais aussi pour le département du Val-d'Oise et l'Ile-de-France. »

Preuve de sa confiance, le maire d'Éragny table déjà sur un lancement de l'étude, qui sera pilotée par le Département, en janvier 2021.

Le projet envisagé, sur lequel avait planché l'association les Amis du village dont certains de ses membres sont des ingénieurs patentés, prévoit une couverture partielle de la Rn 184 entre les carrefours du Mc Donald's et du boulevard Charles-de-Gaulle.

Tous les carrefours de la route nationale seraient aménagés en dénivelé sur le modèle de celui de la Demi-Lieue à Osny avec pour conséquence de faire sauter les feux tricolores.

Fluidifier le trafic

Fluidification du trafic routier local et donc réduction de la pollution, franchissement facilité de la Rn 184, encouragement à utiliser des modes de déplacements doux grâce à la création de dalles en surplomb, suppression des zones accidentogènes incarnées par les carrefours à feux tricolores sont évoqués. Un dessein

validé en 2018 par un comité de pilotage réunissant les présidents de l'agglo cergyportaine et du Conseil départemental du Val-d'Oise, les parlementaires (député et sénateur) du secteur ainsi que les maires de Conflans et Saint-Ouen-l'Aumône.

Quel coût ?

Quel sera le coût de ce lifting en profondeur ? L'étude devra le dire. À Trappes (Yvelines), la couverture de la Rn 10 a été évaluée à 100 millions d'euros. Un lourd investissement qui pourrait approcher le même montant du côté d'Éragny-sur-Oise où les nuisances de la N 184 justifient les moyens.

La nationale, qui cisaille en deux la commune de l'agglomération cergyportaine pour assurer la liaison entre les Yvelines et l'A15, cumule les points noirs. Et n'épargne pas, dans une logique de répercussions en cascade, les voiries communales prises d'assaut par des automobilistes fuyant comme la peste un axe aux horizons bouchés. Un scénario du pire dont Éragny-sur-Oise veut définitivement s'affranchir après plus de 40 ans d'une cohabitation subie.

« C'est un enjeu de santé publique pour nos habitants et notamment pour les enfants de l'école Pablo-Neruda qui est installée en bordure de la Rn 184. Il s'agit aussi d'assurer la continuité de notre ville », souligne Thibault Humbert.

« Un enjeu de santé publique »

Désormais, l'élu n'a plus qu'une seule crainte : que sa fin de non-recevoir adressée au nouveau préfet de la Région Ile-de-France, Marc Guillaume, au sujet de la construction de logements sociaux pour majeurs isolés près de l'entreprise Saint-Gobain, sur le territoire d'Éragny, remette tout en cause.

Sans le financement accordé par le représentant de l'État, l'étude de tous les espoirs serait à coup sûr remisée dans les cartons pour une durée indéterminée.

Jérôme CAVARETTA